



**PRÉFÈTE
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20251104-DEC-DAEN1170 DU 07 NOV. 2025
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
À LA SOCIÉTÉ TANNERIES ROUX, DONT LE SIÈGE SOCIAL EST SITUÉE 2 AVENUE BRUNO
LARAT À ROMANS-SUR-ISÈRE (26), POUR LES INSTALLATIONS QU'ELLE EXPLOITE À LA
MÊME ADRESSE

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment son article 14 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16 février 2012 autorisant la société TANNERIES ROUX pour son installation située au 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISÈRE ;

Vu le rapport 20230417-RAP-DAEN0431 du 18 avril 2023 ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées n°20250808 du 08/08/2025 et n°20250917-RAP-DAEN1026 du 17/09/2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 22 septembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 27 octobre 2025 ;

Considérant que la société TANNERIES ROUX est autorisée à exploiter une installation classée relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 2351 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant qu'au regard des évolutions de la nomenclature des installations classées et des installations exploitées par la société TANNERIES ROUX sur son site de Romans-sur-Isère, il convient de mettre à jour la liste des installations exploitées listées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant qu'au regard des évolutions des installations exploitées par la société TANNERIES ROUX sur son site de Romans-sur-Isère, il convient de mettre à jour la liste des conduits et des conditions générales de rejet fixés par les articles 3.2.2 et 3.2.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant qu'au regard des enjeux sur la ressource sur le bassin versant de la Drôme des collines et des besoins du site, il convient de revoir à la baisse l'autorisation de prélèvement d'eau du site ;

Considérant que l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions prévues par les articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, qui disposent que l'autorité compétente peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1

La société TANNERIES ROUX SA, dont le siège social est située 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISÈRE, numéro de SIREN n°435480132, est tenue de respecter pour ses installations exploitées sur son établissement situé à la même adresse, les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Mise à jour de la liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 16 février 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
2351-a	Teintureries et pigmentation de peaux La capacité de production étant : a) supérieure à 1 t/j	Application dans le cadre de l'activité de teinture et de finition des peaux Foulons teinture : 9 foulons de production (1 700 m²) et 7 foulons R&D (200 m²). Production maximale estimée à 4 t/j	4 t/j	A
2350-b	Tanneries, mégisseries, et toute opération de préparation des cuirs et peaux à l'exclusion des opérations de salage en annexe des abattoirs et de la teinture [...] b) supérieure à 100 kg/j mais inférieure ou égale à 5 t/j	Installations de tannage, exploitées en R&D.	< 5 t/j	DC
2355	Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t	Stockage réfrigéré de peaux avant tannage et différents stockages des peaux en lien avec le process (jusqu'au produit fini).	120 t	D

1978.13	Solvants organiques Installations et activités utilisant des solvants organiques mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) 13. Revêtement du cuir, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 10 t/an (1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation	Utilisation de solvants (produits en contenant), notamment dans le cadre de l'activité de finition	20 t/an	D
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage [...] La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Une installation : Doleuse BERGI (Modello 2100), d'une puissance de 33 kW	33 kW	D
2910.A.2	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, [...] 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaufferie au gaz naturel d'une puissance de 4,2 MW Cabines de séchages au gaz naturel (puissance des brûleurs de 2,25 MW)	6,45 MW	DC
2921.1-b	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Tours aéroréfrigérantes	522 kW	DC
4130.2-b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage de produits à mention de danger H331 (acide formique, biocide, etc.)	7,8 t	D

A (Autorisation), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Volume autorisé: éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Le tableau suivant liste des installations classées exploitées sous le seuil de la déclaration pour les rubriques concernées.

Les quantités « maximales » mentionnées pour ces rubriques (non classées) ne constituent pas une valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral, comme celles figurant dans le tableau ci-avant. Néanmoins, toute modification notable des installations devant être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, en application des dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement, toute évolution sans dossier préalable est nécessairement limitée.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal	Régime
1436	Stockage de liquides [combustibles] , de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : NC : quantité inférieure à 100 t	Stockage de produits combustibles (produits pour la finition)	20 t	NC
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : quantité inférieure à 100 t	Dépôt de lessive de soude à 30,5 %	1 t	NC
2563	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles, à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : NC : quantité inférieure à 500 l	Dégraissage (maintenance) et machine à ultrason 200 l + 93 l	293 l	NC
2925. 1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène NC : puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération < 50 kW	Postes de charge de chariots élévateurs électriques	10,4 kW	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : NC : quantité inférieure à 50 t	Liquides inflammables de catégorie 2 et 3 (produits pour la finition)	15 t	NC
4510	Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : quantité inférieure à 20 t	Produits de classification H410	1 t	NC
4511	Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : quantité inférieure à 50 t	Produits de classification H411	1 t	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) (...) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (...) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables NC : quantité inférieure à 6 t	Bouteilles de propane	200 kg	NC
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : NC : quantité inférieure à 250 kg	Bouteilles d'acétylène (soudure)	35 kg	NC

4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : NC : quantité inférieure à 2 t	Bouteilles d'oxygène (soudure)	60 kg	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (...) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : NC : quantité inférieure à 50 t au total	Une cuve de GNR (aérien)	1 500 l	NC

Article 3 : Mise à jour des points de rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté du 16 février 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

N° de Conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible	Substances rejetées	Localisation
1	Tunnel de séchage	/	Sans	Poussières	Finissage 1
2	Chaufferie	4,2 MW	Gaz naturel	Poussières, SO ₂ , NO _x en équivalent NO ₂	Chaufferie
3	Ponçage corroyage	60 kW	Sans	Poussières	Finissage 1
4	Aspiration dérayage	/	Sans	Poussières	Wet-blue / rivière
5	Cabine pistolet blanc	/	Sans	COV	Finissage 2
6	Sèche ligne blanc	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO ₂ , COV NO _x en équivalent NO ₂	Finissage 2
7	Cabine pistolet Erretre 1	/	Sans	COV	Finissage 2
8	Cabine pistolet Erretre 2	/	Sans	COV	Finissage 2
9	Sèche Erretre 1	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO ₂ , COV NO _x en équivalent NO ₂	Finissage 2
10	Sèche Erretre 2	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO ₂ , COV NO _x en équivalent NO ₂	Finissage 2
11	Cabine pistolet Barnini 1	/	Sans	COV	Finissage 2
12	Cabine pistolet Barnini 2	/	Sans	COV	Finissage 2
13	Sèche Barnini 1	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO ₂ , COV NO _x en équivalent NO ₂	Finissage 2
14	Sèche Barnini 2	225 kW	Gaz naturel	Poussières, SO ₂ , COV NO _x en équivalent NO ₂	Finissage 2

Machines à enduction, non équipées d'un conduit de rejet :

* Roller Gemata au finissage 2, fonctionne avec les lignes « sèche Erretre 1 » ou « sèche Barnini 1 ».

* Roller Topstar au finissage 2, fonctionne avec les lignes « sèche Erretre 1 » ou « sèche Barnini 1 ».

Article 4 : Mise à jour des points de rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté du 16 février 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Combustion ?	Débit normal en m³/h	Vitesse d'éjection mini en m/s
1	Tunnel de séchage	1 de la façade	0,8	/	13 000	8
2	Chaufferie	10,5 du toit	0,63	Oui	410 Nm³/h de gaz naturel	5
3	Ponçage corroyage	6,7	0,9	/	2 000	5
4	Aspiration dérayage	3,5 du sol, façade	0,5	/	2 000	8
5	Cabine pistolet blanc	1,1 du toit	0,8	/	18 000	5
6	Sèche ligne blanc	0,30 du toit	0,12	Oui	200	5
7	Cabine pistolet Erretre 1	1,5 du toit	0,8	/	20 000	12
8	Cabine pistolet Erretre 2	1,5 du toit	0,8	/	20 000	12
9	Sèche Erretre 1	2,2 du toit	0,2	Oui	180	3
10	Sèche Erretre 2	2,2 du toit	0,2	Oui	180	3
11	Cabine pistolet Barnini 1	2 du toit	0,8	/	8 000	5
12	Cabine pistolet Barnini 2	2 du toit	0,8	/	15 000	8
13	Sèche Barnini 1	1,75 du toit	0,3	Oui	2 000	8
14	Sèche Barnini 2	1,75 du toit	0,3	Oui	2 500	8

Article 5 : Mise à jour de l'autorisation de prélèvement

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté du 16 février 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (*) (m³/an)	Prélèvement maximal	
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j) (**)
Eau souterraine	Alluvions anciennes terrasses de Romans et de l'Isère	FRDG147	50000	50	300
Réseau d'eau potable	/	/	2500	30	100

Article 6 : Mise à jour de la description des ouvrages de prélèvements d'eau

Les dispositions de l'article 4.1.2 de l'arrêté du 16 février 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le site dispose de deux forages :

Nom du forage	Localisation	Code BSS	Finalité	Ressource en eau concernée
Puits	X : 860488 Y : 6440937	BSS001XNRS (07955X0181/P1/L)	Prélèvement	Alluvions anciennes terrasses de Romans et de l'Isère
Piézomètre	X : 860480 Y : 6440950	BSS001XNRT (07955X0182/PZ1)	Surveillance	

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site <https://www.telerecours.fr>.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 8 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de ROMANS-SUR-ISERE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de ROMANS-SUR-ISERE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et la maire de la commune de ROMANS-SUR-ISERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **07 NOV. 2025**

La préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU